

Table des matières

Sommaire	5
Introduction – Patrick Barban, France Drummond, Thiphaine Saupin	9

Partie I LE STATUT MORCELÉ DES CRYPTO-ACTIFS

Titre I Le constat

Chapitre 1. Les instruments nommés tokenisés	45
Section préliminaire. De la dématérialisation à la tokenisation – Vincent Malassigné.....	46
Section 1. Les titres financiers tokenisés – France Drummond, Hélène Gourdy, Thomas Leriche.....	58
§ 1. Le précédent : les minibons.....	58
A. Le contexte.....	59
B. La réforme.....	60
§ 2. La tokenisation des titres financiers.....	63
A. Le contexte.....	63
B. La réforme.....	65
1. La reconnaissance juridique des titres financiers tokenisés.....	65
2. Le régime juridique des titres financiers tokenisés.....	68
a) La méthode.....	70
b) L’encadrement de la technologie et la régulation des acteurs.....	71
c) Le statut patrimonial du titre tokenisé.....	75
Section 2. Les « titres commerciaux » tokenisés – France Drummond, Vincent Malassigné.....	93
§ 1. Le contexte.....	94
§ 2. La réforme.....	97
A. La reconnaissance juridique des titres transférables tokenisés.....	97
B. Le régime juridique des titres transférables tokenisés.....	104
1. La méthode.....	104
2. La mise en œuvre.....	108
a) Aspects de droit matériel.....	109
b) Aspects de droit patrimonial.....	111
c) Aspects de régulation.....	118

Section 3. La monnaie tokenisée – Thomas Leriche	121
§ 1. L'euro numérique: une monnaie de banque centrale	124
A. Le contexte	127
B. La proposition de Règlement euro numérique	134
1. La régulation des infrastructures	134
2. Le statut patrimonial de l'euro numérique	138
§ 2. Le jeton de monnaie électronique: une monnaie tokenisée de banque commerciale ?	142
Chapitre 2. Les crypto-actifs innomés ou « natifs » – Louis Suire	159
Section 1. La reconnaissance juridique des crypto-actifs innomés	160
§ 1. La reconnaissance juridique des « actifs numériques » par la Loi PACTE	160
§ 2. La reconnaissance juridique des « crypto-actifs » par le Règlement MiCA	163
Section 2. Les crypto-actifs soumis au Règlement MiCA	168
§ 1. L'identification des crypto-actifs soumis au Règlement MiCA	168
A. Les <i>stablecoins</i>	169
B. Les autres jetons	171
§ 2. Le régime des crypto-actifs soumis au Règlement MiCA	173
A. La méthode	174
B. Les aspects de régulation	178
C. Le statut patrimonial des crypto-actifs soumis au Règlement MiCA	187
1. La conservation	189
2. Le transfert de propriété	190
a) Le principe	191
b) L'exception	191
c) La mise en oeuvre	192
3. Le nantissement	194
Section 3. Les NFT – France Drummond, Jean Lapousterle, Suzanne Lequette, Matthieu Quiniou	198
§ 1. Présentation de l'évolution	199
§ 2. Le droit patrimonial des NFT	203
A. Qualification	203
1. La spécificité du NFT	204
2. Le NFT comme bien	207
3. Le NFT comme bien spécial	210
a) Le NFT comme actif numérique ?	210
b) Le NFT comme crypto-actif « soumis au Règlement MiCA » ?	212
B. Régime	216
1. Le régime résiduel de droit commun	216
2. Le régime spécial des NFT artistiques – Jean Lapousterle	219
a) L'assujettissement des NFT artistiques aux droits de propriété littéraire et artistique	220
b) Les défis attachés à la mise en oeuvre des droits de propriété littéraire et artistique	230
§ 3. Une catégorie particulière de NFT : les objets numériques monétisables – Louis Suire	234
A. Le contexte	235
B. La réforme	237
1. Le statut patrimonial des ONUM	239
a) Qualification	239
b) Régime	241
2. Aspects de régulation	242

Titre II

La critique

Chapitre 1. La mise en œuvre de l'équivalence fonctionnelle – Thiphaine Saupin	247
Section 1. Des innovations ignorées	248
Section 2. Des difficultés négligées	255
Chapitre 2. Les conséquences du principe de non-discrimination – Gabriel Sebban	263
Section 1. L'empilement des concepts et définitions	266
§ 1. Le contrôle et la possession	266
§ 2. La conservation et l'administration	278
§ 3. La coexistence de régimes de responsabilité pour perte des actifs ou des moyens d'accès	282
Section 2. L'hétérogénéité des solutions	288
§ 1. Les modalités de reconnaissance de la propriété	288
§ 2. Les modalités et dates du transfert de propriété	292
A. Le transfert de propriété des crypto-actifs	292
1. Des solutions disparates	292
2. Des questions communes	295
B. La date du transfert de propriété	298
1. Les certitudes	299
2. Les incertitudes	300
Section 3. Le chevauchement des catégories – Thiphaine Saupin	301
Conclusion du Titre II	307

Partie II

POUR UN RÉGIME COMMUN DES BIENS TOKENISÉS ?

Titre I

L'hypothèse d'un régime commun

Charles Gijsbers, Maxime Julienne

Chapitre 1. La possibilité d'un régime commun fondé sur les spécificités technologiques	313
Chapitre 2. Les linéaments du régime commun	321
Section 1. Les conditions de reconnaissance comme bien	322
Section 2. La possession	330
Section 3. Le transfert de propriété	335
§ 1. Les conditions du transfert	335
A. Le transfert de propriété en lui-même	335
B. La perfection de l'acte juridique translatif	337
§ 2. La sécurisation du transfert	340

Titre II

L'hypothèse d'un régime commun à l'épreuve des droits spéciaux

Chapitre 1. La réception de l'hypothèse en droit des sûretés –	
Hélène Gourdy, Maxime Julienne	349
Section 1. Le nantissement de crypto-actifs	353
Section 2. Le transfert de propriété de crypto-actifs à titre de garantie	357
Chapitre 2. La réception de l'hypothèse en droit des procédures civiles	
d'exécution – Jean-Jacques Ansault	359
Section 1. La réception acquise en théorie	362
§ 1. La reconnaissance de la saisissabilité des crypto-actifs	362
§ 2. La procédure de saisie des crypto-actifs	365
Section 2. Une réception pratique incertaine	369
§ 1. Les opérations de saisie sur crypto-actifs	369
§ 2. Les effets de la saisie sur crypto-actifs	374
Chapitre 3. La réception de l'hypothèse en droit de l'insolvabilité –	
Jean-Baptiste Barbiéri, Marie-Laure Coquelet	379
Section 1. <i>De lege lata</i>	381
§ 1. La procédure collective du propriétaire de crypto-actifs	381
§ 2. La défaillance du conservateur ou de l'administrateur	384
Section 2. <i>De lege ferenda</i>	388
§ 1. La procédure collective du débiteur	388
§ 2. La procédure collective du conservateur ou de l'administrateur	389
Chapitre 4. La réception de l'hypothèse à l'aune des titres transférables	
tokenisés – Vincent Malassigné	391
Section 1. Une limite à l'application d'un régime commun <i>de lege lata</i>	393
Section 2. Une limite difficilement surmontable <i>de lege ferenda</i>	398
§ 1. L'édiction d'un régime commun subordonné à un traitement spécifique des titres transférables tokenisés	398
§ 2. L'exigence de convertibilité comme principal obstacle à un traitement spécifique des titres transférables tokenisés	402
Section 3. Une limite à la portée incertaine	404
Chapitre 5. La réception de l'hypothèse en droit bancaire – Thierry Bonneau	407
Section 1. La notion de tokenisation des dépôts	410
Section 2. Le régime des dépôts tokenisés	412
Chapitre 6. La réception de l'hypothèse en droit des titres financiers –	
Patrick Barban, Thiphaine Saupin	415
Section 1. Les perspectives formelles	417
§ 1. Les dispositions supprimées	418
§ 2. Les dispositions remaniées	421
Section 2. Les perspectives substantielles	425
§ 1. Les raisons d'un régime spécifique	425
§ 2. Les modalités d'un régime spécifique	429

Chapitre 7. La réception de l'hypothèse en droit des sociétés – Marie Caffin-Moi, Caroline Coupet	433
Section 1. L'incidence de l'instauration d'un régime commun sur la situation de l'actionnaire	437
§ 1. La substance des droits de l'actionnaire	437
§ 2. Les modalités d'exercice des droits d'actionnaire	440
A. L'exercice des droits de l'actionnaire sur ses titres	441
B. L'exercice des droits de l'actionnaire dans la société	445
Section 2. L'incidence de l'instauration d'un régime commun sur le fonctionnement social	447
§ 1. Conséquences sur les règles de compétence à l'effet d'enregistrer des actions en registre distribué	447
A. Hypothèse d'une bascule	451
1. Absence d'augmentation des engagements	451
2. Absence d'obligation de consultation des actionnaires au titre d'une conversion d'action ou d'une modification des statuts	453
3. Hypothèse d'une prévision statutaire	456
B. Émission nouvelle en registre distribué	459
§ 2. Conséquences sur le fonctionnement social de l'évolution des modalités d'exercice des droits	462
A. L'efficacité des restrictions au transfert de propriété des titres	462
B. Procédure d'identification des actionnaires	467
C. La gouvernance de la société	470
Chapitre 8. La réception de l'hypothèse en droit pénal – Raphaël Galvao	477
Section 1. La réception des crypto-actifs par le droit pénal	479
§ 1. Le crypto-actif, instrument de l'infraction	479
§ 2. Le crypto-actif, objet de l'infraction	487
Section 2. L'acclimatation en droit pénal d'un régime commun des crypto-actifs	493
§ 1. La qualification du crypto-actif	494
§ 2. Le transfert de propriété du crypto-actif	495
Chapitre 9. La réception de l'hypothèse en droit fiscal – Régis Vabres	499
Section 1. Création d'un régime patrimonial commun et détermination du fait générateur de l'impôt	500
Section 2. Création d'un régime patrimonial commun et détermination des modalités d'imposition	503
Chapitre 10. Quelle(s) règle(s) de conflit de lois pour les biens tokénisés ? – Jérôme Chacornac, Caroline Kleiner	509
Section 1. Morcellement de la règle de conflit de lois appliquée aux biens incorporels	518
§ 1. Le morcellement historique (antérieur à la tokenisation de l'économie)	518
A. Les règles de conflit de lois en matière monétaire	518
B. Les règles de conflit de loi en matière de titres financiers	520
§ 2. Le morcellement actuel	521
A. Les titres financiers inscrits en DLT	521
B. Les titres transférables électroniques (TTE)	522
C. Les NFT	523
D. Les crypto-actifs	524

Section 2. Une règle de conflit de lois commune est-elle possible ?	527
§ 1. Des rattachements communs ?	530
A. À la recherche de rattachements objectifs	531
B. Loi d'autonomie	534
§ 2. Mise à l'épreuve d'une nouvelle catégorie de rattachement	537
A. Analyse par instrument	537
1. Autonomie de l'inscription par rapport aux droits représentés : titres financiers v. titres transférables électroniques	538
2. L'importance du sous-jacent	541
B. Coordination avec d'autres règles de conflit de lois	542
Chapitre 11. Perspective de droit de l'Union européenne – Francesco Martucci	547
Section 1. La compétence de l'Union	548
§ 1. L'inscription dans le marché intérieur	548
§ 2. Le choix de la base juridique	550
Section 2. Les instruments normatifs	552
§ 1. L'harmonisation ciblée	552
§ 2. La solution de la diversification	554
Chapitre 12. Tokenisation et crypto-actifs : une occasion de moderniser le droit des biens au sein du Code civil français – Louis d'Avout	557
Conclusion du Titre II	573
Conclusion	575
Index alphabétique	581
Bibliographie sélective	593
I. Traités, manuels et ouvrages généraux	593
II. Thèses et monographies	595
III. Travaux collectifs	597
IV. Encyclopédies, JurisClasses et dictionnaires	597
V. Articles et chroniques	598
VI. Doctrine administrative	611
VII. Rapports et documents institutionnels	611
VIII. Textes juridiques	618
A. Textes européens	618
Directives	618
Règlements	620
B. Textes français	621
Textes législatifs	621
Textes réglementaires et infra réglementaires	623
C. Textes étrangers	623
Allemagne	623
Espagne	623
États-Unis d'Amérique	624
Liechtenstein	624
Malte	624
Suisse	624

D. Textes internationaux	624
CNUDCI	624
IX. Jurisprudence	625
A. Jurisprudence française	625
B. Jurisprudence européenne	627
C. Jurisprudence étrangère	628
X. Œuvres diverses	628
Groupe de travail	629